

Le 2 mars dernier, Miguel Urbán, député européen d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol, [auparavant composante de Podemos](#)), fait partie de cette poignée de députés de la gauche radicale (sept au total) à avoir voté contre la résolution du Parlement européen sur la guerre en Ukraine. On doit noter que le groupe de la Gauche Unie Européenne a, par une large majorité, soutenu cette résolution, y compris les élu-es de la France insoumise. Dans cette tribune, [publiée le 15 mars sur le site elDiario.es](#), Miguel Urbán s'explique sur le sens de son vote et la position de son organisation sur situation créée par la guerre en Ukraine.

Il y a quelques jours, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell, s'est servi de la tribune du Parlement européen pour déclamer un discours belliciste à l'image du général Broulard dans *Les Sentiers de la gloire*. Ces militaires de haut rang que met si bien en scène Stanley Kubrick, se gargarisent de qualificatifs comme « courage », « patrie », « audace », « discipline » ou « soumission », tout en regardant la guerre installés dans leurs bureaux. « *Personne ne peut se justifier en réclamant la résolution pacifique du conflit. Nous nous souviendrons de ceux qui en ce moment solennel ne sont pas de notre côté* » a déclaré Borell sur un ton menaçant et inquisitorial. Un avertissement on ne peut plus clair à ceux qui s'opposent à la dérive belliciste de l'UE en préconisant une résolution pacifique face à l'intolérable invasion de l'Ukraine par le régime dictatorial de Poutine.

Quoi qu'il en soit, nous sommes un certain nombre à refuser tout compromis avec les partis, les régimes et les gouvernements qui ont contribué au déclenchement de cette guerre. C'est au peuple ukrainien accablé par cette guerre et au peuple russe qui s'y oppose que va notre sympathie. En tant qu'*Anticapitalistas*, la politique que nous défendons n'est pas une politique au service des classes dominantes et de leurs appareils politiques, mais bien au service des intérêts internationalistes des classes travailleuses. Nous sommes face à une guerre impérialiste tragique qui aurait pu être évitée. Mais la logique des impérialismes y a conduit et ni Poutine, seul responsable de l'avoir déclenchée, ni l'OTAN et sa stratégie interventionniste en plein essor, n'en seront pardonnés. Lui, pour avoir agressé le peuple ukrainien et voulu imposer son projet impérialiste grand russe. Eux, pour dénier toute souveraineté à l'Ukraine en la convertissant en un simple pion de leur géopolitique, en alliance avec l'élite corrompue qui, complice de l'Occident, a saccagé ce pays depuis des années.

Il est tout à fait légitime que ceux qui se trouvent aujourd'hui engagés en Ukraine dans la lutte contre Poutine décident de prendre les armes ou d'adopter d'autres formes de résistance civile et de tout faire pour mettre fin à cette occupation. Il faut prendre acte que la réponse de l'Europe à cette guerre n'est pas unanime. Il y a ceux qui ont fait le choix de la course aux armements et sont prêts à aller jusqu'au bout, quitte à précipiter la planète dans une guerre totale entre puissances nucléaires. Mais il y a aussi d'autres positions. Comme la nôtre, qui fait le choix de soutenir les peuples ukrainien et russe et, simultanément, de mettre fin à cette guerre le plus tôt possible par la négociation, la seule voie pour freiner l'escalade militaire, éviter un chaos géopolitique encore pire et parvenir à contenir ce conflit avant qu'il ne soit trop tard.

Les velléités militaristes dans leur version actuelle semblent avoir conquis les moquettes et les bureaux de Bruxelles. Le parlement européen a approuvé la semaine dernière une résolution qui prétendait dénoncer l'occupation de l'Ukraine par Poutine et se solidariser avec le peuple ukrainien, ce que nous, *Anticapitalistas*, avons constamment défendu. Mais cette résolution allait bien au-delà d'une condamnation de Poutine, et se servait de la

guerre et des souffrances du peuple ukrainien comme alibi pour remilitariser l'Europe en préconisant, dans une escalade belliciste, l'augmentation des crédits militaires qui ne bénéficie qu'aux multinationales de la mort et renforce l'OTAN dans son rôle de gendarme international selon l'agenda de Washington auquel se subordonnent les puissances européennes.

La résolution approuvée affirme textuellement, entre autres choses, que le Parlement européen :

« rappelle que l'OTAN constitue le fondement de la défense collective des États membres qui sont des alliés de l'OTAN; se félicite de l'unité entre l'Union européenne, l'OTAN et d'autres partenaires démocratiques partageant les mêmes valeurs face à l'agression russe, mais souligne la nécessité de renforcer son dispositif de dissuasion collective, sa préparation et sa résilience; encourage le renforcement de la présence avancée rehaussée l'OTAN dans les États membres de l'Union européenne géographiquement les plus proches de l'agresseur russe et du conflit; met l'accent sur les clauses d'assistance mutuelle et de solidarité de l'Union et demande le lancement d'exercices militaires communs;

« souligne que cette attaque exige que l'Union et l'OTAN se préparent à toutes les possibilités; se félicite, à cet égard, de l'activation des plans de défense de l'OTAN ainsi que de l'activation des forces de réaction de l'OTAN et de leur déploiement partiel, en plus des déploiements de troupes provenant des alliés de l'OTAN, y compris le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, afin de renforcer le flanc oriental et de dissuader toute nouvelle agression russe; demande une nouvelle fois aux États membres de l'Union d'augmenter leurs dépenses en matière de défense, de garantir l'existence de capacités plus efficaces et de tirer pleinement parti des efforts conjoints de défense dans le cadre européen, notamment la coopération structurée permanente (CSP) et le Fonds européen de la défense, afin de renforcer le pilier européen au sein de l'OTAN, ce qui accroîtra la sécurité des États membres de l'OTAN comme de l'Union. »

Cela pourrait paraître anecdotique mais, dans la résolution du Parlement européen, le mot « paix » n'apparaît que 4 fois, contrairement à « OTAN », 15 fois, et à « sécurité », 22 fois. Les mots sont très révélateurs des objectifs véritables d'un texte. Avec cette nouvelle étape, l'UE tourne le dos à sa politique théoriquement pacifiste inscrite dans les traités, et redéveloppe son bras armé et sa politique de militarisation, en préconisant l'augmentation des dépenses militaires pour atteindre au moins 2 % du PIB de chaque État membre, comme l'ont déjà annoncé des pays comme l'Allemagne, ce qui, connaissant les antécédents du militarisme allemand, devrait inquiéter les citoyens européens un minimum au fait de l'histoire de ce continent.

En outre, la résolution approuvée prévoit la livraison d'armes en contradiction avec les traités européens qui interdisent expressément de dédier des fonds du budget commun à des projets ayant des « implications militaires ou de défense ». Pour contourner cet obstacle, on se sert de la FEP (Facilité européenne pour la paix) qui a été créée il y a 3 ans dans le but de contribuer à la paix et à la stabilité dans des régions lointaines dans le monde, mais qui, paradoxalement, va trouver sa première utilisation dans un financement

de 450 millions pour livrer des armes à l'Ukraine. Et comme ce dispositif se situe en dehors du cadre financier pluriannuel et bénéficie d'un financement extérieur, cela lui permet incidemment de contourner les Traités européens qui l'interdiraient.

Il faut alors se demander pourquoi l'UE décide de fournir des armes aujourd'hui. Pourquoi à l'Ukraine ? Pourquoi pas dans l'un quelconque des nombreux conflits dans le monde où la légalité internationale est également violée de façon flagrante ? Me vient à l'esprit le cas du Sahara occupé illégalement, mais il y a tant d'autres exemples où l'UE dans le meilleur des cas détourne le regard, quand elle n'y participe pas directement en soutenant la puissance belligérante ou occupante. En outre, peut-on être confiant que les armes seront livrées à ceux qui en ont le plus besoin, la population civile assiégée, et pas aux groupes ardemment bellicistes d'extrême-droite ?

En fait, il n'importerait nullement aux élites politiques et économiques européennes de laisser le conflit en Ukraine s'enliser pendant des années, même si c'est aux dépens du peuple ukrainien, et de soutenir des gouvernements fantoches en renforçant et en justifiant par là-même la dictature de Poutine. C'est pourquoi ils ne manifestent aucun intérêt à impulser des initiatives diplomatiques et qu'ils ont déplacé le débat et les mesures sur le terrain sans issue du réductionnisme militaire. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que cette course aux armements remplit les caisses d'une industrie militaire qui a déjà gagné 24 milliards d'euros depuis le début de la guerre.

Mais revenons-en à Bruxelles. Dans les discours prononcés au Parlement européen la semaine dernière se détachait l'idée que l'Europe n'avait jamais été aussi unie. Et c'est vrai que la guerre est mise à profit, dans une logique d'union sacrée, comme bouée de sauvetage d'un projet européen qui souffre depuis longtemps d'une forte crise de légitimité. L'aventure criminelle de Poutine permet ainsi d'obtenir la cohésion de l'Europe sur la base d'un grand sentiment d'insécurité face aux menaces extérieures qui légitiment sa remilitarisation (bien au-delà des seules dépenses militaires que nous avons mentionnées) et qui permet à l'OTAN de dissoudre toute velléité d'indépendance politique de l'UE, tout en retrouvant une légitimité et une unité perdues depuis des années, en particulier depuis l'échec de l'occupation de l'Afghanistan.

Face à la dérive militaire et belliciste qui frappe l'Europe, et malgré le climat macarthyste d'intimidation intellectuelle et de démagogie belliciste, nous sommes un certain nombre à avoir décidé brandir le drapeau d'une tradition socialiste qui s'est toujours engagée pour la paix face aux impérialismes, d'où qu'ils viennent. Je dois reconnaître pourtant qu'il n'existe pas de recettes magiques qui permettraient de résoudre rapidement cette situation. En tant qu'*Anticapitalistas*, nous assumons les contradictions de notre vote contre la résolution du Parlement européen. Mais c'est une position que nous avons adoptée collectivement, en toute conscience et en toute autonomie, sans céder aux qu'en dira-t-on ni se livrer à des calculs fallacieux. Nous avons voté « non » à la remilitarisation de l'Europe. Et nous l'avons fait parce que nous refusons que l'invasion inacceptable et criminelle de l'Ukraine à laquelle se livre le régime dictatorial de Poutine soit mise à profit pour renforcer l'OTAN et faire peser sur les vies des travailleuses et des travailleurs ukrainiens et russes la menace d'un affrontement entre puissances impérialistes. Nous avons dit non à ceux qui veulent nous ramener à la logique de l'Union sacrée formée dès les prémices de la Première Guerre mondiale, avec l'obligation de voter de nouveaux crédits de guerre.

S'il est vrai que, jusqu'ici, une seule puissance s'est livrée à une agression et que le peuple ukrainien a le droit de se défendre, d'opposer une résistance armée ou non armée, et de lutter pour sa souveraineté (ce qui devrait passer par le non-alignement, tout le contraire

d'une satellisation par l'OTAN ou la Russie), il n'en est pas moins vrai que, en Ukraine, l'OTAN se prépare chaque jour davantage à intervenir contre la Russie. C'est ce qui rend la situation sans cesse plus dangereuse, avec le risque accru, plus le conflit se prolonge, de dégénérer en un affrontement direct entre puissances nucléaires.

La question n'est pas de se ranger ou non du côté d'une puissance impérialiste. Mais quand cette guerre d'agression conduit à une confrontation entre impérialismes, en tant qu'*Anticapitalistas* nous ne pouvons pas tomber dans ce piège binaire, nous devons en rompre la logique. Notre position est de prendre parti, dans la clarté et dans l'action, en faveur des peuples ukrainien et russe, pour une paix sans annexions, pour le retrait inconditionnel des troupes russes d'Ukraine et pour garantir le droit des peuples sans exception à décider librement de leur avenir. C'est cette même position qu'ont défendue Trotsky et Lénine lors de la Conférence de Zimmerwald, ce qui leur a valu il y a peu d'être violemment attaqués par Poutine pour leur défense du droit à l'autodétermination de tous les peuples, à commencer par la République d'Ukraine, et dans ce but nous rechercherons la plus grande collaboration possible avec les gauches ukrainienne et russe.

Pour toutes ces raisons, l'UE devrait soutenir les négociations déjà engagées entre Poutine et le gouvernement ukrainien et contribuer par là-même à mettre fin le plus tôt possible à cette barbarie ; faire pression par tous les moyens sur l'oligarchie russe qui soutient le régime de Poutine ; sanctionner les oligarques, et pas le peuple, par des mesures telles que l'expropriation des actifs et des passifs des millionnaires russes pour financer la reconstruction de l'Ukraine. À cet effet, il faudrait constituer un fichier international qui permette de connaître les propriétaires réels, même si c'est une mesure qui n'agréerait certainement pas aux fortunes occidentales.

La géopolitique et la Realpolitik oublient généralement les peuples. Pour soutenir le peuple ukrainien, réclamer l'annulation de sa dette extérieure (et, au passage, celle de tous les pays qu'elle étouffe) est aujourd'hui l'un des outils les plus puissants. Elle permettrait d'alléger la pression exercée sur l'économie ukrainienne, sur sa population et ses finances, et de contribuer à ébaucher un avenir autre que l'appauvrissement de son peuple. C'est une proposition qui, pour des raisons évidentes, semble n'avoir jamais été prise en compte par les puissances impériales partie prenante au conflit, et moins encore aujourd'hui.

Mais, au-delà de l'Ukraine, il est essentiel que nous organisions un programme de confrontation sociale face aux conséquences, prévisibles ou déjà présentes, de la guerre en Europe. Il faut redoubler d'efforts dans l'aide humanitaire au peuple ukrainien et à celles et ceux qui fuient et sont à la recherche d'un refuge, dans un exode qui est déjà le plus massif en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cela passe par une distribution équitable et solidaire des charges et des efforts d'accueil dans l'ensemble de l'Europe.

Il faut également s'opposer par des mesures résolues à la crise économique qui s'annonce sur l'ensemble du continent, pour que ce ne soient pas les classes populaires qui, une fois de plus, paient les conséquences de cette guerre. Outre le contrôle de la hausse des prix de l'énergie et de bien d'autres produits, il faut obtenir une hausse des salaires et du pouvoir d'achat des classes laborieuses pour empêcher la hausse du coût de la vie. Mais ne nous abusons pas : le contrôle des prix n'est pas possible sans une planification sociale et écologique de l'économie, et sans la nationalisation de secteurs stratégiques comme l'énergie. Et à l'évidence, rien de cela n'advient ni de soi-même ni par la volonté propre à ceux qui nous gouvernent, et ne pourra s'obtenir que par une mobilisation active et consciente des classes laborieuses.

Nous savons que le monde se dirige vers une crise majeure dans tous les domaines et que les guerres sont le théâtre d'un réaménagement de l'ordre capitaliste dans lequel les grandes entreprises accumulent des profits colossaux et perfectionnent les dispositifs sociaux pour s'imposer face aux classes laborieuses. Organiser la riposte populaire à ce scénario fait aussi partie du « Non à la guerre ».

L'avenir de notre siècle s'écrit aujourd'hui dans les plaines ukrainiennes. Avec les forces de transformation en Europe nous devons adopter une position active, avec notre propre agenda, en refusant sans ambiguïté le projet politique impérial de l'oligarchie russe et de l'autocratie poutinienne tout comme l'agenda militariste de l'OTAN et les diktats impérialistes de Washington. Éloigner le spectre d'une confrontation nucléaire passe par la reprise d'un programme de désarmement et de dénucléarisation de l'Europe mis au service des intérêts des peuples. À ceux, donc, qui recourent à une fougue guerrière et à une rhétorique belliciste pour dresser les travailleuses et les travailleurs les uns contre les autres dans une guerre où eux resteront à l'abri, nous rappellerons que « les sentiers de la gloire ne conduisent à rien d'autre que la tombe ».

*

Traduit de l'espagnol par Robert March.